

<http://ugtg.org/spip.php?article2275>



Pôle Emploi:Dénonciation des pratiques criminelles et trahisons envers le peuple guadeloupéen



- La Centrale UGTG -
Date de mise en ligne vendredi 11 novembre 2016

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

*Tout semblait si simple pour nous, agents de Pôle emploi GUADELOUPE.

Nous avons d'un côté, les mauvais incarnés par la Direction Générale é zanmi-makòkòt ay, JACQUES-GUSTAVE, JULES et BAKLOUTI, incapables de comprendre la GUADELOUPE, incapables de comprendre ses particularités mais surtout, refusant d'intégrer ses données économiques, sociales, culturelles et territoriales dans la politique régionale ; et de l'autre côté, les bons, nous les Guadeloupéens agents de Pôle emploi.

Or, avec l'arrivée du NPDE, de l'accueil rénové, des nouvelles pratiques managériales et des techniques de gestion et d'affectation induites par les indicateurs « ICT », on s'aperçoit qu'il arrive à des Guadeloupéens membres des ELD et chefs de services d'être pli mové, pli salté que certains de la DG et leurs complices !

Ainsi, au lendemain de l'évènement tragique du mardi 13 septembre 2016 qui a ébranlé une Guadeloupe choquée, bouleversée d'avoir perdu deux de ses enfants, l'UGTG vous interpelle comme elle a fait avec « Tintin en Guadeloupe » lors de la réunion mensuelle des délégués du personnel sur la politique assassine menée aujourd'hui par certains d'entre vous et sur votre trahison envers un peuple. Etant donné que les nombreuses larmes versées, les indignations, les marches organisées ne semblent pas vous toucher, atteindre, émouvoir et surtout vous faire renoncer à vos intérêts personnels qui ne recouvrent pas celui du pays. Nos jeunes Guadeloupéens souffrent de perte de repères, ils voient leurs pères et leurs mères au chômage sans allocations et sans aucune perspective. Et pourtant, aujourd'hui, des membres d'ELD ka dansé si frisi a chomè é ka pété ren a yo ! Ainsi, ils somment les agents à falsifier les demandes d'allocations en rejetant les dossiers par une simple manipulation technique qui consiste à informer, par quelques clics, l'applicatif AUDE que les pièces nécessaires pour le traitement de la demande d'allocations ne sont « plus attendues ». Yo ka joué grenndé avè vi a chomè ! C'est ainsi aujourd'hui qu'avec ces pratiques les usagers Guadeloupéens, notification de rejet en main, se dirigent vers la CAF afin de faire des demandes de RSA alors qu'ils peuvent prétendre à des droits ! Opération qui plonge d'emblée des familles dans la précarité pour tout simplement atteindre la cible demandée par le fameux indicateur « ICT07 » et être vus comme de bons managers !

Il a même été vu des dossiers traités ainsi, donc falsifiés, par des agents d'un pôle appui à la demande d'une l'ELD !

L'UGTG vous exhorte à abolir cette pratique criminelle qui conduit à enchaîner des familles Guadeloupéennes à la précarité alors qu'elles pouvaient prétendre à des droits surtout lorsque les documents nécessaires pour traiter les dossiers et verser des allocations sont présents dans la GED !

L'UGTG dénonce cet homicide dans un pays où seulement 20% des usagers sont indemnisés et, comme l'écrivait le France Antilles en 2014, un Guadeloupéen sur quatre vit dans la pauvreté soit plus 100000 ! Agir ainsi, c'est ignorer le rôle social et économique du versement de ces allocations chômage sur un pays.

L'UGTG dénonce l'impact et les conséquences de ces nouvelles techniques de gestion et d'affectations induites par les indicateurs « ICT » sur les agents car, l'ignominie du traitement des attentes que vous affectez sans scrupule provient entre autres du délai pour liquider et « en finir » avec le dossier. Il court dès l'inscription et à partir de ce moment l'affectation devient possible et l'agent est seul responsable de l'absence de réponses des usagers à leurs incessants appels « masqués ». S'instaure ensuite une pression continue, sur les agents, source d'épuisement professionnel avec des recherches non-stop dans la GED et sur l'Outlook des conseillers référents. Or, nous savons tous (sauf le DRA Jules par ailleurs président du CHSCT) que le NPDE a compliqué, complexifié le travail quotidien des agents de l'indemnisation. Votre acharnement, vos harcèlements pour atteindre le taux imposé par la D.G génèrent stress et fatigue. Et c'est du fait de cette nouvelle façon de travailler qui n'a rien à voir avec ce qui se pratiquaient avant le 07 mars 2016, que NOUS DEVONS TOUS NOUS LEVER ET EXIGER L'EXPERTISE SUR CE NOUVEAU PARCOURS et revoir la procédure d'affectation afin de tenir compte des réalités humaines et d'adapter le travail aux agents. Vous devez exiger de la DR, des éléments quotidiens vous permettant de gérer humainement ses « attentes » et surtout, éviter ce vent de panique, d'urgence et de folie furieuse à l'arrivée des tableaux de bord

du service pilotage. Vous devez aussi réfléchir à une meilleure répartition et affectation des tâches, il en va de la santé des agents.

L'UGTG vous exhorte de mettre fin à vos pratiques qui empêchent nos collègues de faire un travail de qualité (voir rapport ISAST), car certains agents contraints par dépit et subordonnés à votre pouvoir ka pèd lakat et finissent par accepter la falsification. Ils se sentent mal, ils ne se reconnaissent plus dans leur travail, vous les rendez malades ! D'autres, doubut, résistent en se cachant de peur qu'on les voit contourner vos règles criminelles. Jeudi 29 septembre 2016, l'UGTG a interrogé JULES, l'ancien « liquidateur » de l'ex-ASSEDIC en réunion DP, sur ces pratiques criminelles, i pa fè on pli et a comme à son habitude menti en alléguant qu'il s'agissait de ... « liquidation provisoire » !

Aussi, nous avons découvert avec effroi et stupeur qu'à Morne à l'eau, une DAPE, avec méchansté, interdisait aux usagers de remettre des documents papiers ! Elle a fait apposer à l'accueil deux panneaux, l'un qui signale l'absence de boîte aux lettres et l'autre qui force les usagers à scanner tous documents. Pratique totalement odieuse et irresponsable mais consciente de la part de la DAPE. Pratique totalement ubuesque car les agents impriment tous les documents scannés ! Pourtant, elle sait que de nombreux usagers ne peuvent franchir la barrière numérique. D'ailleurs les jeunes en service civique ki ka travay kon nèg é bèf sont surchargés par des inscriptions qui prennent plus d'une heure et ils n'ont certainement pas le temps de s'occuper de tous les usagers qui les sollicitent. Hé non ! Ils ne sont pas responsables ! Il est, en plus, souvent impossible de scanner des documents car trop volumineux (trop de méga octets). Lors de la réunion des délégués du personnel, l'UGTG a dénoncé une pratique criminelle dans un pays avec un fort taux d'illettrisme. Le DRA, quant à lui, encore, a refusé de reconnaître l'ignominie du barrage fait aux usagers et à même justifié les faits en prétextant, « ... que cela était un moyen de développer le tout numérique ! »

La mise en oeuvre du NPDE est un ECHEC TOTAL, une BEREZINA, ce que vivent les agents aujourd'hui en est la traduction. Autrement dit, la falsification des dossiers, le traitement des attentes par un agent de la DR qui liquide en lieu et place des agences, leurs propres mauvais résultats (indicateurs), le stress et l'épuisement professionnel, le désarroi, l'affolement, l'absence de maîtrise et l'angoisse des « fins de mois » des Directeurs territoriaux et cette lettre ouverte qui traduit et expose les ressentis, les témoignages des agents et des ELD en sont des preuves.

L'UGTG ne peut donc que vous inviter une nouvelle fois a, wouvè zyé si sitiasyon a péyi la, a chomè é jènès Gwadeloup, a travayè a Pole Emploi.

Et à prendre, enfin, vos responsabilités !!!

Baie-Mahault, le 26 octobre 2016

* Frantz Fanon « Les damnés de la terre »